



Coopérons dès l'École

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE O.C.C.E.
DE CHARENTE-MARITIME**

Association loi 1901
Siège social : 1 avenue du Maréchal Juin
Allée du Queyras
17000 LA ROCHELLE

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**



ASSOCIATION DEPARTEMENTALE O.C.C.E. DE CHARENTE-MARITIME

Association loi 1901
Siège social : 1 avenue du Maréchal Juin
Allée du Queyras
17000 LA ROCHELLE

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, il nous appartient d'effectuer l'audit des comptes annuels de l'Association Départementale de l'O.C.C.E de Charente-Maritime relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 2. Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels concernant les méthodes comptables appliquées d'une part, par le siège départemental, d'autre part, par les coopératives scolaires et foyers coopératifs et enfin, les retraitements d'agrégation.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les disponibilités.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 4 février 2025

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Christophe Rambeau

Commissaire aux Comptes

BILAN DE L'ASSOCIATION

OCCE DE CHARENTE-MARITIME

ACTIF	31.08.2024			31.08.2023	PASSIF	31.08.2024	31.08.2023
	Brut	Amort. & Dépréciat°	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	298	298			Fonds propres (avant affectation)	167 647	157 798
Terrains					Report à nouveau	1 845 023	2 034 137
Constructions					Résultat de l'association	6 898	-178 344
Matériels d'activités	129	129			Subventions d'investissement		
Autres immobilisations corporelles	5 189	4 754	435	922	Total	2 019 569	2 013 591
Immobilisations en cours					FONDS DEDIES ET PROVISIONS		
Autres prêts et titres immobilisés					Fonds dédiés	600	
Dépôts et cautionnements					Provisions pour risques		2 752
Total	5 616	5 181	435	922	Total	600	2 752
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	1 504		1 504	1 236	Emprunts et dettes assimilées		
Coopératives et usagers divers	1 510		1 510	10 081	Fournisseurs	5 202	4 007
Comptes courants OCCE					Dettes fiscales et sociales	1 025	1 739
Autres créances (dont erreurs débitrices)				2 429	Comptes courants OCCE	188	1 476
Trésorerie	2 023 910		2 023 910	2 009 435	Autres dettes (dont erreurs créditrices)	775	538
Charges constatées d'avance					Produits constatés d'avance		
Total	2 026 924		2 026 924	2 023 181	Total	7 191	7 760
TOTAL	2 032 541	5 181	2 027 360	2 024 103	TOTAL	2 027 360	2 024 103

COMPTE DE RESULTAT DE L'ASSOCIATION

OCCE DE CHARENTE-MARITIME

	2023/2024	2022/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations perçues	709 678	674 818
Ventes de produits	1 044 987	1 117 577
Prestations de service et animations	304 538	377 037
Subventions d'exploitation	744 355	668 353
Dons et Mécénat	22	1 000
Contributions financières	619 147	577 527
Autres produits	301	592
Reprises sur dépréciations et provisions	2 752	
Utilisations des fonds dédiés		750
Total	3 425 780	3 417 655
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de fournitures à céder	570 265	637 422
Variation des stocks de fournitures à céder	-269	-746
Autres achats et charges externes	2 582 892	2 809 138
Aides financières	71 186	14 619
Impôts et taxes	405	371
Salaires	24 858	23 815
Charges sociales	4 501	3 772
Cotisations reversées	50 931	48 537
Autres charges	2 648	3
Dotations aux amortissements (siège) et gros équipement (CRFs)	68 590	68 446
Dotations aux dépréciations et provisions		447
Reports en fonds dédiés	600	
Total	3 376 608	3 605 825
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	49 172	-188 170
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des placements	2 409	2 004
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	2 409	2 004
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		
RESULTAT FINANCIER (II)	2 409	2 004
RESULTAT COURANT (I + II)	51 581	-186 166
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	180 329	167 231
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	180 329	167 231
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	225 012	159 410
Sur opération en capital		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total	225 012	159 410
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)	-44 682	7 821
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	6 898	-178 344
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature	8 219	8 219
Bénévolat	177 238	164 225
Total	185 457	172 444
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature	8 219	8 219
Personnel bénévole	177 238	164 225
Total	185 457	172 444

ANNEXE DE L'ASSOCIATION *OCCE DE CHARENTE-MARITIME*

Du bilan de l'association de l'exercice clos le 31 août 2024. L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er septembre au 31 août. Les notes suivantes font partie intégrante des comptes annuels de l'association.

L'association départementale O.C.C.E. a pour objet de *“permettre et de favoriser à tous les degrés dans les écoles et les établissements laïques d'enseignement et d'éducation, la création de coopératives scolaires et de foyers coopératifs (sociétés d'élèves gérées par eux-mêmes avec le concours des adultes en vue d'activités communes) qu'elle regroupe”*.

Les comptes annuels de l'association sont l'agrégation :

- des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) du siège départemental,
- des comptes annuels simplifiés (bilan et compte de résultat) des coopératives et foyers coopératifs affiliés du département (les statuts de l'association stipulent que chaque coopérative ou foyer coopératif affilié est tenu d'établir, tous les ans, un compte rendu financier et un compte rendu d'activités).

Les données caractéristiques sont :	Exercice clos	Exercice précédent
Total du bilan :	2 027 359,67 €	2 024 102,97 €
Résultat de l'exercice :	6 898,25 €	-178 344,37 €
Nombre de coopératives et foyers attendus :	445	450
dont coopératives et foyers agrégés :	445	450
dont coopératives et foyers non agrégés :	0	0
Nombre de coopérateurs :	41 747	42 355
Heures de bénévolat du siège départemental	715	623
Heures de bénévolat déclarées par les mandataires	5 730	5 349
soit un équivalent temps plein de (1 820 h)	4	3 personne(s).
soit une valorisation du bénévolat de : nb d'heures * 27,50 € (a)	177 238 €	164 225 €

(a) Sur la base d'un coût de poste annuel de 50 K€ (charges sociales comprises) soit 27,50 €/heure.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice s'inscrit dans la continuité de l'exercice précédent.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables appliquées sont celles préconisées par la Fédération Nationale de l' O.C.C.E..

2.1 Méthodes comptables appliquées par le siège départemental de l'association

Conformément aux principes comptables généralement admis, le siège tient une comptabilité d'engagement :

- les immobilisations sont inscrites au bilan et sont amorties en mode linéaire sur la durée de vie probable des biens,
- les stocks sont inscrits à l'actif du bilan dès lors qu'ils sont significatifs,
- les charges à payer et les produits à recevoir, charges et produits constatés d'avances sont pris en compte.

2.2 Méthodes comptables appliquées par les coopératives scolaires et foyers coopératifs

Les coopératives scolaires tiennent une comptabilité de trésorerie et non d'engagement :

- les immobilisations (investissements) sont comptabilisées directement en charges,
- les éventuels stocks de fin d'exercice ne sont pas inscrits au bilan,
- les charges à payer et les produits à recevoir ne sont pas comptabilisés.

2.3 Retraitements d'agrégation

Les cotisations collectées par les coopératives scolaires et reversées au siège départemental ont été éliminées, les autres opérations entre le siège et les coopératives, peu significatives, n'ont pas été annulées et concernent principalement :

- les produits pour cessions achetées par les coopératives scolaires au siège départemental,
- les prestations de services fournies par le siège départemental aux coopératives scolaires.

De même, les éventuelles opérations entre coopératives scolaires, jugées non significatives, n'ont pas été éliminées.

3. CHANGEMENTS DE METHODES

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

OCCE DE CHARENTE-MARITIME

4. NOTES SUR LE BILAN

Fonds associatif :	Il représente les résultats antérieurs cumulés du siège départemental.		
Report à nouveau :	Il représente les résultats antérieurs cumulés des C.R.F. agrégés.		
Résultat exercice :	6 898,25	<div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> <div style="font-size: 2em; vertical-align: middle;">{</div> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; text-align: left;"> dont 14 214,71 pour le siège départemental dont -7 316,46 pour les C.R.F. agrégés dont pour le siège départemental dont pour les CRF agrégés correspondant aux écarts débiteurs C.R.F. agrégés. </div> </div>	
Autres créances :			
entre total actif et total passif constatés dans			
Les sources de ces écarts n'ont pas pu être toutes expliquées au jour de l'établissement des comptes annuels.			
Autres dettes :	775,26	<div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> <div style="font-size: 2em; vertical-align: middle;">{</div> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; text-align: left;"> dont 775,26 pour le siège départemental dont pour les CRF agrégés correspondant aux écarts créditeurs C.R.F. agrégés. </div> </div>	
entre total actif et total passif constatés dans			
Les sources de ces écarts n'ont pas pu être toutes expliquées au jour de l'établissement des comptes annuels.			
Disponibilités :	2 023 910,25	<div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> <div style="font-size: 2em; vertical-align: middle;">{</div> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; text-align: left;"> dont 186 203,70 pour le siège départemental dont 1 837 706,55 pour les C.R.F. agrégés, 4 129,68 par C.R.F. agrégé. </div> </div>	
soit en moyenne environ			

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Dotation amortissements et gros équipement :	68 590,32	<div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> <div style="font-size: 2em; vertical-align: middle;">{</div> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; text-align: left;"> dont 486,19 pour le siège correspondant aux amortissements dont 68 104,13 pour les CRF agrégés correspondant aux investissements </div> </div>	
soit en moyenne environ			
Total des produits :	3 608 517,70	<div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> <div style="font-size: 2em; vertical-align: middle;">{</div> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; text-align: left;"> dont 153,04 par C.R.F. agrégé. 219 104,36 pour le siège départemental dont 3 389 413,34 pour les C.R.F. agrégés, 7 616,66 par C.R.F. agrégé. </div> </div>	
soit en moyenne environ			
Total des charges :	3 601 619,45	<div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> <div style="font-size: 2em; vertical-align: middle;">{</div> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; text-align: left;"> dont 204 889,65 pour le siège départemental dont 3 396 729,80 pour les C.R.F. agrégés, 7 633,10 par C.R.F. agrégés -16,44 par C.R.F. agrégé. </div> </div>	
soit en moyenne environ			
Résultat net moyen :			

6. EFFECTIF SALARIE OU MIS A DISPOSITION

Type de contrat	Exercice clos	Exercice précédent
Personnel mis à disposition par le Ministère de l'Education Nationale		
Personnel enseignant, détaché par la Fédération OCCE		
Personnel de droit privé (animateur), détaché par la Fédération OCCE	1,0	1,0
Personnel salarié par l'association départementale	0,7	0,7
Total	1,7	1,7

7. AUTRES INFORMATIONS

Afin d'appréhender les relations entre le siège départemental et les coopératives, les informations suivantes sont fournies :

En nombre	Exercice clos	Exercice précédent
Outil préconisé pour la tenue comptable des coops : Retkoop		
. Coopératives utilisant l'outil préconisé (en nombre)	445	450
. Coopératives utilisant l'outil préconisé (en %)	100%	100%
CRF visés par des "vérificateurs aux comptes"	445	450
Coopérative / foyer contrôlé par le siège		10
Coopérative / foyer participant à la mutualisation de la trésorerie		
Part en % de la mutualisation conservée par le siège		
Séances de formation comptable, juridique et informatique organisées pour les mandataires	8	8
Participants aux séances de formation (estimation)	95	113

BILAN DU SIEGE DEPARTEMENTAL

OCCE DE CHARENTE-MARITIME

ACTIF	31.08.2024			31.08.2023	PASSIF	31.08.2024	31.08.2023
	Brut	Amort. & Dépréciat°	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	298	298			Fonds propres (avant affectation)	167 647	157 798
Terrains					Résultat du siege de l'association	14 215	9 849
Constructions					Subventions d'investissement		
Matériels d'activités	129	129			Total	181 862	167 647
Autres immobilisations corporelles	5 189	4 754	435	922	FONDS DEDIES ET PROVISIONS		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés	600	
Autres prêts et titres immobilisés					Provisions pour risques		
Dépôts et cautionnements					Provisions pour charges		2 752
Total	5 616	5 181	435	922	Total	600	2 752
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	1 504		1 504	1 236	Emprunts et dettes assimilées		
Coopératives et usagers divers	1 510		1 510	10 081	Fournisseurs	5 202	4 007
Comptes courants OCCE					Dettes fiscales et sociales	1 025	1 739
Autres créances				2 429	Comptes courants OCCE	188	1 476
Trésorerie	186 204		186 204	163 492	Autres dettes	775	538
Charges constatées d'avance					Produits constatés d'avance		
Total	189 218		189 218	177 238	Total	7 191	7 760
TOTAL	194 834	5 181	189 653	178 160	TOTAL	189 653	178 160

OCCE DE CHARENTE-MARITIME

	2023/2024	2022/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations perçues	106 475	108 025
Ventes de produits	6 164	6 350
Prestations de service et animations	19 680	18 374
Subventions d'exploitation	75 838	13 260
Dons et Mécénat	22	1 000
Contributions financières	5 464	2 649
Autres produits	301	592
Reprises sur dépréciations et provisions	2 752	
Utilisations des fonds dédiés		750
Total	216 696	151 000
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de fournitures à céder	6 124	7 627
Variation des stocks de fournitures à céder	-269	-746
Autres achats et charges externes	43 419	43 219
Aides financières	71 186	14 619
Impôts et taxes	405	371
Salaires	24 858	23 815
Charges sociales	4 501	3 772
Cotisations reversées	50 931	49 132
Autres charges	2 648	3
Dotations aux amortissements	486	646
Dotations aux dépréciations et provisions		447
Reports en fonds dédiés	600	
Total	204 890	142 906
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	11 806	8 095
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des placements	2 409	2 004
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	2 409	2 004
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		
RESULTAT FINANCIER (II)	2 409	2 004
RESULTAT COURANT (I + II)	14 215	10 099
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		250
Sur opération en capital		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		250
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)		-250
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	14 215	9 849
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature	8 219	8 219
Bénévolat	19 663	17 133
Total	27 882	25 352
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature	8 219	8 219
Personnel bénévole	19 663	17 133
Total	27 882	25 352

ANNEXE DU SIEGE DEPARTEMENTAL

Au bilan et au compte de résultat du **siège départemental** de l'exercice clos le 31 août 2024, qui dégage un excédent **14 214.71 €**. L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} septembre au 31 août.

0 - PREAMBULE

Conformément aux statuts de l'association départementale, les comptes annuels du siège départemental doivent être présentés à l'assemblée générale. Cependant le siège départemental n'a pas de personnalité juridique distincte de l'Association Départementale. Le siège départemental est une composante de l'association départementale comme les coopératives scolaires et foyers coopératifs du département affiliés à l'OCCE. Les notes et tableaux ci-après, font partie intégrante des comptes annuels du siège départemental de l'association.

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun fait caractéristique n'est à signaler au titre de cet exercice.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an. Les avances aux coopératives dont l'échéance est supérieure à un an sont comptabilisées en immobilisations financières. Les cotisations des adhérents sont comptabilisées lors de l'appel de cotisation.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variation des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques	298,00			298,00
Terrains				
Constructions et agencements				
Matériel d'activités	129,00			129,00
Agencements & aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel informatique	2 372,24			2 372,24
Mobilier de bureau	2 817,07			2 817,07
Immobilisations en cours				
Total	5 616,31			5 616,31

b) Acquisitions et désinvestissements de l'exercice

Néant

c) Tableau de variation des amortissements

Amortissements	Taux linéaires	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	33%	298,00			298,00
Constructions et agencements	5%				
Matériel d'activités	33% à 20%	129,00			129,00
Agencements & amén. divers	10%				
Matériel de transport	25%				
Matériel informatique	33%	2 242,09	130,15		2 372,24
Mobilier de bureau	20%	2 025,71	356,04		2 381,75
Total		4 694,80	486,19		5 180,99

2. Immobilisations financières

Néant

3. Stocks

Marchandises

1 504.25

4. Coopératives et usagers divers

Nature	Brut	Provision	Net
Coopératives et foyers coopératifs affiliés	1 509,89		1 509,89
Usagers autres			
Usagers et coopératives douteux			
Usagers et coopératives non encore facturés			
Total	1 509,89		1 509,89

5. Comptes courants OCCE (débiteurs)

Néant

6. Autres créances

Néant

7. Trésorerie

Crédit Agricole	104 215,80
Livret A CA	80 264,21
Intérêts à recevoir	1 625,35
Caisse	98,34
	186 203,70

8. Charges constatées d'avance

Néant

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Les fonds propres sont le cumul des résultats du siège départemental depuis la création de l'association.

2. Fonds dédiés

Néant

3. Provisions

	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Provisions pour risques				
Engagement de retraite du personnel (1)	2 752,09		2 752,09	
Provisions pour charges	2 752,09		2 752,09	
Immobilisations financières				
Usagers				
Autres créances				
Provisions pour dépréciations				
Total	2 752,09		2 752,09	

Dotations / reprises d'exploitation 2 752,09

Dotations / reprises financières

Dotations / reprises exceptionnelles

Total 2 752,09

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet

(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet 2 752,09

Total 2 752,09

(1) Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la convention collective de l'Animation, la provision pour indemnités de départ à la retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté et 1/3 de mois de salaire au-delà de 10 d'ancienneté, avec des charges patronales de 50%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

4. Emprunts et dettes assimilées

Néant

5. Fournisseurs

Fournisseurs	703,46
Fournisseurs, factures non parvenues	4 498,90
	5 202,36

6. Dettes fiscales et sociales

Congés payés	183,37
Urssaf	358,87
Mutuelle	69,94
Prévoyance	28,14

Caisse de retraite	199,25
Charges sur congés payés	32,62
Uniformation	153,08
	1 025,27
7. Comptes courants OCCE (créditeurs)	
Fédération Nationale	188,23
8. Autres dettes	
Charges à payer	775,26
9. Produits constatés d'avance	
Néant	

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Cotisations

COTISATIONS	Exercice clos	Exercice précédent
Nombre de coopérateurs	41 747	42 355
Cotisation nationale par coopérateur	1,22 €	1,16 €
Cotisation départementale par coopérateur	1,39 €	1,39 €
COTISATIONS PERCUES DES COOPERATIVES	108 959,67	108 005,25
Cotisations versées à la Fédération	50 931,34	49 131,80
COTISATIONS REVERSEES A LA FEDERATION	50 931,34	49 131,80

2. Subventions d'exploitation

NATURE	Exercice clos	Exercice précédent
Subventions ministères		
Subventions conseil régional		6 400,00
Subventions communes	3 430,00	6 860,00
Autres subventions	72 407,90	
Total	75 837,90	13 260,00
Dont versées aux coopératives	67 239,17	6 860,00

3. Contributions financières

Contributions Autres organismes	3 034,08
Contributions Fédération Nationale	2 430,00
	5 464,08

4. Aides financières

Aides financières octroyées aux coops	3 800,00
Subventions reversées aux coops	67 239,17
Prise en charges de dépenses pour les coopératives	146,50
	71 185,67

5. Produits et Charges exceptionnels

Néant

VI - AUTRES INFORMATIONS

1. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants (président, trésorier et secrétaire général).

2. Engagement de crédit-bail et locations de longue durée

Photocopieur Kyocera (2 Trimestres x 284,72)	569,44
--	---------------

3. Autres engagements hors bilan

Il n'existe aucun engagement (cautions, gages, hypothèques) accordé par le siège départemental.

4. Contributions volontaires en nature

a) Mise à disposition de personnels (hors M.A.D.) ou de moyens techniques

Le siège départemental bénéficie de la mise à disposition à titre gratuit, par la mairie de la Rochelle, de locaux dépendant du groupe scolaire Descartes (environ 66 m²) pour une valeur estimée de **8 218,98 €**.

b) Bénévolat

A titre indicatif, le bénévolat du siège départemental représente environ 715 heures de travail valorisées à **19 662.50 €** sur la base d'un coût de poste de 50 K€/an (charges sociales comprises), soit 27,50 €/heure.

5. Mutualisation de la trésorerie des coopératives et foyers coopératifs

Néant